



Assemblée générale

Distr. limitée
12 novembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Troisième Commission

Point 109 b) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme : questions relatives
aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

**Algérie, Arménie, Bélarus, Chine, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua,
Pologne et Turquie : projet de résolution**

Prise d'otages

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant aussi les dispositions de ses résolutions pertinentes et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, le droit de n'être pas soumis à la torture, ni à des peines ou des traitements dégradants, et le droit de circuler librement et d'être protégé de la détention arbitraire,

Rappelant également la Déclaration et le Programme d'action de Vienne², adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Tenant compte de la Convention internationale contre la prise d'otages, qu'elle a adoptée dans sa résolution 34/146 du 17 décembre 1979, où elle reconnaît à chacun le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et considère que la prise d'otages est un délit qui préoccupe gravement la communauté internationale, et la de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, qu'elle a adoptée dans sa résolution 3166 (XXVIII) du 14 décembre 1973,

¹ Résolution 217 A (III).

² A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.



Considérant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité condamnant tous les cas de prise d'otages, en particulier la résolution 1440 (2002) du 24 octobre 2002,

Rappelant toutes les résolutions de la Commission des droits de l'homme sur le sujet,

Préoccupée de constater que malgré les efforts de la communauté internationale, des prises d'otages, sous diverses formes et manifestations, commises entre autres par des terroristes et des groupes armés, continuent de se produire et se sont même multipliées dans bien des régions du monde,

Appelant à respecter l'action humanitaire des organisations humanitaires, notamment celle du Comité international de la Croix-Rouge et de ses délégués, conformément aux Conventions de Genève du 12 août 1949³ et au Protocole additionnel de 1977,

Consciente qu'à la prise d'otages doivent répondre des efforts résolus, fermes et concertés de la communauté internationale pour mettre fin à ces abominables pratiques,

1. *Réaffirme* que la prise d'otages est un délit grave qui vise à détruire les droits de l'homme et n'est justifiable en aucune circonstance ni aucun lieu ni quels qu'en soient les auteurs;
2. *Condamne* toutes les prises d'otage en quelque lieu du monde qu'elles se produisent;
3. *Exige* la libération immédiate et sans condition préalable de tous les otages;
4. *Demande* aux États de prendre toutes les mesures voulues, conformément aux dispositions pertinentes du droit international et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour prévenir, combattre et réprimer la prise d'otages, notamment en resserrant la coopération internationale dans ce domaine;
5. *Décide* de rester saisie de la question.

³ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, No 970 à 973.